



Lettre n° 185 du 4 avril 2021

Au sommaire :

- **La loi Macron une mascarade ! « Une vraie loi climat », c'est en finir avec la folie capitaliste qui ravage la planète** - Bruno Bajou
- **Spéculations, taux zéro, argent magique, cryptomonnaies, les addictions du capital financier toxique...** - Daniel Minvielle

La loi Macron une mascarade ! « Une vraie loi climat », c'est en finir avec la folie capitaliste qui ravage la planète

Dimanche 28 mars, dans près de 180 villes, plus d'une centaine de milliers de manifestants ont dénoncé le projet de loi « *climat et résilience* » censé être la traduction, « *sans filtre* » comme l'avait promis Macron, des propositions de la Convention citoyenne pour le climat.

Pour les organisateurs, une très large coalition d'associations, de syndicats et partis, il s'agissait avec cette « *marche pour une vraie loi climat* », de faire pression avant son examen à l'Assemblée Nationale, mais les slogans et les pancartes traduisaient plus clairement la colère et la révolte des milliers de jeunes venus manifester : « *Macron, ta loi en carton, c'est la poubelle jaune* », « *Sans filtre, tu nous enfumes* », pour finalement poser le vrai problème : « *Si le climat était une banque, ils l'auraient déjà sauvé !* », « *La Terre brûle, brûlons le capitalisme* » !

Des manœuvres de Macron qui révèlent son imposture...

En multipliant les grands discours sur l'écologie pour détourner la colère qui monte dans la population et notamment dans la jeunesse, Macron et le gouvernement n'ont fait que révéler leur servilité à défendre les intérêts des multinationales et leurs profits.

Les 150 participants à la Convention citoyenne pour le climat, voulue par Macron en 2019, avaient pris au sérieux l'objectif de chercher des solutions pour réduire de 40 % les émissions de CO₂ « *dans un esprit de justice sociale* ». Leurs propositions, sans être révolutionnaires et avec bien des limites, opposaient tout simplement à la logique du « *libre marché* » la nécessité de produire des biens utiles respectant la santé et préservant l'environnement. Parmi leurs 149 propositions, il y avait par exem-

ple : taxer à hauteur de 4 % les dividendes des entreprises au-delà de 10 millions d'euros ; interdire la publicité pour la malbouffe et les produits polluants comme les voitures SUV ; soumettre à des clauses environnementales les aides publiques aux entreprises comme les accords de libre-échange ; investir massivement dans le transport ferroviaire tout en réduisant l'aérien...

Rendues publiques en juin, ces propositions n'ont fait que provoquer la colère hystérique du patronat contre cette « *écologie punitive* » ... et depuis le gouvernement est pris à son piège. Tout en prétendant s'en inspirer, il n'a fait qu'écartier la plupart de ces propositions et, depuis plusieurs semaines, la majorité LREM a organisé un sabotage en règle du peu qui restait sous la pression de tout ce que les multinationales de l'automobile, de l'aérien, de l'énergie, de l'agrobusiness ont pu déployer comme lobbyistes et autres amis dans les ministères !

Pas question de contraindre les entreprises de la publicité, du transport aérien, de l'e-business ... Devant un parterre de patrons en septembre dernier, Macron a eu le cynisme d'ironiser sur « *le modèle amish* » de ceux qui veulent « *revenir à la lampe à huile* » pour « *régler les défis de l'écologie contemporaine.* »

Ce n'est pas « *sans filtre* » mais bien, comme on pouvait lire dans les manifestations, avec « *cent filtres* » et surtout « *le filtre de l'argent* » que Macron a vidé de tout contenu coercitif contre le patronat les propositions de la Convention citoyenne, pour en faire cette mascarade de « *loi climat* » qui ne repose que sur la promotion des écogestes, l'information des consommateurs et l'engagement volontaire des entreprises !

D'ailleurs les 150 participants de la Convention citoyenne, invités à se prononcer sur l'efficacité et l'adéquation de ce projet de loi avec leurs propositions, n'ont pu que coiffer Macron d'un « *bonnet d'âne* » repris dans les manifestations, en lui attribuant la note de 2,5 sur 10.

Et il n'y a pas qu'eux... Trois organismes publics, le Haut Conseil pour le climat (HCC) mis en place par Macron, le Conseil national de la transition écologique (CNTE) et le Conseil économique, social et environnemental (CESE) leur ont donné raison en constatant que ce projet de loi est totalement insuffisant pour permettre à l'État français d'atteindre les objectifs qu'il s'est lui-même fixés lors de la COP de Paris en 2015.

Et pour enfoncer le clou, le tribunal administratif de Paris a reconnu en février dernier la responsabilité de l'État français dans le non-respect de ses propres engagements pour lutter contre le réchauffement climatique.

Plus Macron pose en défenseur de la planète plus son imposture apparaît... Derrière cette imposture, il y a un problème bien plus profond dont une partie de la jeunesse qui manifeste est en train de prendre conscience. Les classes dominantes refusent la moindre limitation de leur droit à faire des profits comme elles veulent où elles veulent, quel qu'en soit le prix à payer par les salariés, les consommateurs et l'environnement. Bien plus encore que cet égoïsme de classe c'est la logique même du système qui explique l'incapacité totale des gouvernements comme de leurs parlements, des États à prendre des mesures à la hauteur des enjeux. Le système capitaliste est non seulement le principal obstacle pour faire face à la crise écologique mais en réalité sa cause.

... au jeu de dupes du débat parlementaire

Pour surmonter « *l'inaction climatique* » des gouvernements, il faudra bien plus que l'espoir en une « *vraie loi sur le climat* ». Pourtant plusieurs des organisateurs de la manifestation du 28 ne semblent avoir que cette perspective : « *On demande aujourd'hui aux parlementaires (...) de prendre leurs responsabilités et de rehausser l'ambition de cette loi. Et on demande au gouvernement de laisser les députés pouvoir le faire* », a ainsi réclamé le réalisateur Cyril Dion, garant de la Convention citoyenne.

Et bien sûr il ne manque pas de parlementaires pour proposer leurs services, d'autant que les futures échéances électorales préoccupent bien des politiciens de gauche comme de droite, qui espèrent tous apparaître comme les plus « *écologistes* » pour drainer à eux les légitimes préoccupations d'une partie de la population, en promettant, comme à chaque fois, qu'avec eux tout va changer dans le cadre des institutions.

Jean-Luc Mélenchon peut bien parler de « *bataille du climat* » qui commence et tempêter à la tribune de l'Assemblée « *L'obstacle auquel nous nous affrontons, c'est le capitalisme.* », les députés de l'opposition savent bien qu'ils n'ont aucune possibilité d'infléchir la loi. Ainsi Delphine Batho, députée Génération écologie, a au moins eu la franchise de prévenir : « *Il y aura quelques petits gestes*

accordés par le gouvernement, comme des miettes, mais l'issue des débats parlementaires ne fait pas de doute. »

Mais qu'importe, ce qui compte c'est de ramener les mobilisations sociales à la seule perspective du jeu institutionnel comme l'exprimait Mathilde Panot, députée FI « *On va essayer de limiter les dégâts, mais cette loi ne sera pas à la hauteur. Mais cette mobilisation citoyenne peut aider le rapport de force avec le gouvernement.* ». Comme si le rapport de force était entre le gouvernement et les députés... soutenus par les manifestations.

Non, le véritable rapport de force, il est entre les classes sociales.

Aucun cadre institutionnel ne permettra d'infléchir la politique des États sans avoir à remettre en cause la domination de ces quelques multinationales qui ont façonné le monde selon le seul impératif de la rentabilité, de la compétitivité, du profit.

Le capitalisme mondialisé s'échoue sous les vents du productivisme et du gigantisme

La crise climatique est un aspect de la profonde crise écologique qu'a accentuée la généralisation à l'échelle de la planète d'un mode de production qui repose sur l'exploitation du travail humain et le pillage des ressources naturelles. La mondialisation capitaliste impose une logique destructrice sans limite qui ne peut qu'entraîner une accentuation de tous les déséquilibres écologiques.

Cette irrationalité du mode de production capitaliste, où la course aux profits prend le pas sur toute tentative d'organiser rationnellement la production de biens utiles, le rend incontrôlable, instable et fragile comme l'a révélé la pandémie. C'est cette irrationalité qui fait que le moindre grain de sable, comme le simple échouage d'un bateau dans le canal de Suez, peut avoir des conséquences sur toute l'économie mondiale.

10% du commerce mondial en panne, des milliards d'euros de perte, les cours du pétrole perturbés... tout cela parce qu'un porte-conteneurs de 400 mètres de long, l'Ever Given, transportant plus de 20 000 containers a bloqué le canal de Suez et plus de 400 navires pendant 6 jours. Tempête de sable, erreur technique, erreur humaine, en fait, la seule véritable erreur humaine c'est l'absurdité de ce système économique, devenu fragile à force de toujours plus augmenter la productivité, la rentabilité... aboutissant au gigantisme de ces porte-conteneurs ingouvernables pour assurer les flux tendus de marchandises sans autre rationalité que la spéculation financière.

Face au naufrage du capitalisme, prenons en main la direction des affaires publiques !

Face à l'incurie des gouvernements, avec la colère grandit aussi la conscience qu'il n'y a pas d'autres issues que de prendre directement, collectivement le contrôle de la marche de la société pour imposer que les intérêts du plus grand nombre et la préservation de l'environnement passent avant la course au profit.

Cela signifie s'opposer directement aux intérêts des classes dominantes et aux États qui les défendent, remettre en cause la propriété capitaliste, cette aberration sociale anachronique à laquelle toute la société est aujourd'hui soumise.

En finir avec le capitalisme qui nous entraîne dans son naufrage, dépend de la capacité du monde du travail et de la jeunesse à s'emparer du problème, en intervenant directement sur le devant de la scène politique, pour im-

poser une autre logique sociale en toute indépendance des institutions. Ce n'est qu'en rupture avec l'ordre social actuel, avec la propriété capitaliste en imposant notre contrôle démocratique et révolutionnaire jusqu'à l'expropriation des principales multinationales, que l'ensemble de la production et des échanges pourra être réorganisé dans le cadre d'une planification au service de la satisfaction des besoins de tous.

Bruno Bajou

Spéculations, taux zéro, argent magique, cryptomonnaies, les addictions du capital financier toxique...

Le journal *Les Echos* annonçait, ce jeudi, la prochaine introduction en bourse, à Wall Street, de la société Coinbase, spécialisée dans la vente et l'achat de cryptomonnaies comme le Bitcoin. Portée par la folie qui règne sur les marchés de ces devises – la valorisation du Bitcoin a été multipliée par 4 en 2020, elle a encore doublé en ce début d'année, pour atteindre aujourd'hui plus de 50 000 euros le BTC -, le chiffre d'affaire de Coinbase, qui perçoit sa commission sur chaque transaction, s'est envolé de 137 % pour atteindre 1,14 milliards de dollars. Selon *Les Echos*, « *Coinbase a enregistré des profits de 322 millions de dollars en 2020 [...]. A la fin de l'année dernière, la plateforme recensait 43 millions d'utilisateurs particuliers.* ». Son « *introduction en Bourse, la première pour une entreprise de devises virtuelles, pourrait être la plus grosse de l'histoire de la tech après celle de Facebook.* »

Cette « ruée sur les cryptomonnaies » est une des nombreuses manifestations, poussée à l'extrême, de la folie qui règne sur tous les marchés financiers, bourses des actions, pétrole, etc. alors que l'économie mondiale, confrontée à une pandémie dont on ne voit pas le bout, continue de s'enliser dans ses contradictions. Les spéculateurs sont soumis à un paradoxe inextricable : ramasser tout ce qui est possible à travers un trading frénétique tout en sachant qu'à tout moment leur casino peut faire faillite et en cherchant une « valeur refuge », un placement qui pourrait mettre l'argent ainsi accumulé à l'abri de la « catastrophe imminente »... Mais si certains voient dans les cryptomonnaies, dont le Bitcoin n'est que la plus connue, des valeurs refuge, elles sont surtout un nouvel objet de spéculation. Elles poussent jusqu'à leurs limites extrêmes les évolutions en cours, dématérialisation de la monnaie, rupture de toute amarre reliant la monnaie au travail productif, à la production des richesses.

Elles participent de cet « argent magique » dont les banques centrales et les États inondent le marché. Mercredi dernier, Christine Lagarde, patronne de la BCE, déclarait : « *Les marchés peuvent nous tester autant qu'ils le souhaitent* ». En clair, ils n'ont aucune raison de s'inquiéter, l'argent est non seulement magique mais sans fin... Et effectivement la BCE a consacré un montant hebdomadaire de 20 milliards d'euros à son programme d'urgence d'achats

d'actifs, c'est-à-dire de distribution d'argent. Et Lagarde laissait entendre qu'elle est prête à faire plus : « *Nous devons faire face à des circonstances exceptionnelles, mais nous avons des outils exceptionnels à utiliser. Une pleine batterie* ». Cela sans limite de dates au-delà de mars 2022 échéance initialement prévue.

Face aux inquiétudes et aux incertitudes, il s'agit de rassurer à tout prix et quoi qu'il en coûte les marchés, ou plus précisément les capitalistes, c'est-à-dire leur donner les moyens d'investir où bon leur semble pour faire du profit. Et comme les investissements productifs sont bien trop peu rentables, la spéculation atteint des sommets jusque dans les folies du Bitcoin.

Paradoxe, cette débauche de moyens pour financer le capital ne suffit pas à garantir la confiance, d'une certaine façon elle alimente les inquiétudes des milieux financiers pris entre euphorie spéculative et crainte que leur folie ne débouche sur un krach.

Cette folie qui menace l'humanité et la planète est l'aboutissement d'une longue histoire qui a vu le capitalisme devenir de plus en plus parasitaire, le capital financier de plus en plus toxique.

La dématérialisation de la monnaie, développement des échanges et parasitisme du capital

Les cryptomonnaies sont la forme la plus absurde et achevée que prend la dématérialisation de la monnaie. Avec le développement des outils informatiques et des réseaux, les livres de compte des banques se sont transformés en fichiers informatiques, la monnaie en signaux électroniques se déplaçant à la vitesse de la lumière, sur toute la planète. Cette évolution est concomitante de celle des modes de production, le développement du capitalisme fictif moderne, parasitaire. La monnaie, les systèmes monétaires, rouages intrinsèques des économies marchandes, se transforment au rythme des évolutions des modes de production et du développement de leurs contradictions.

Dans les économies marchandes, la monnaie est, fondamentalement, l'« équivalent général » de toutes les mar-

chandises du point de vue de leur valeur d'échange, dont le prix est l'expression monétaire. Partant du constat que les marchandises, quelles que soient leur nature, leur valeur d'usage, ont en commun d'être le produit d'un travail humain, Marx a montré qu'elles s'échangent proportionnellement à la « *quantité de travail social moyen* » consommée pour les produire. C'est la loi de la valeur-travail, qui décrit un des mécanismes « régulateurs » de l'économie marchande. Pendant des siècles, les monnaies en argent et or ont joué le rôle d'équivalent général dans les échanges parce qu'elles contenaient elles-mêmes, dans leur propre matière, une grande quantité de « travail social » cristallisé. Cela n'empêchait pas le développement à leur côté d'une monnaie scripturale, « *billets de banque* » émis par les banques et que le détenteur pouvait échanger contre la quantité d'or ou d'argent qui y était inscrite. Mais même si les banquiers émettaient plus de monnaie papier qu'ils n'avaient d'or dans leurs coffres, c'était dans des proportions telles qu'une certaine stabilité restait assurée.

Mais à partir de la fin du 18^{ème} siècle, avec le développement du capitalisme industriel, le développement des échanges marchands entre pays et à l'intérieur de ces derniers a contraint les systèmes monétaires à évoluer. Les stocks d'or détenus par les banques ne pouvaient suivre l'augmentation de la masse monétaire nécessaire à assurer les échanges en plein développement dans les pays industriels. Cela s'est traduit par la généralisation de l'usage de monnaie fiduciaire.

1971, les États unis renoncent à la convertibilité du dollar

L'or a continué à s'imposer comme étalon monétaire dans les échanges internationaux jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale. Les USA, devenus première puissance économique et militaire du monde dit « libre », possédaient alors 80 % des réserves mondiales d'or, résultat en particulier de la vente d'armes à la Grande Bretagne au cours des deux guerres. La mise en place d'un nouveau système monétaire international s'imposait et était rendu possible par l'hégémonie acquise par les USA. Ce sera fait lors de la conférence de Bretton Woods, en juillet 1944. Un nouvel étalon monétaire était défini pour les échanges internationaux, le dollar-or. La parité entre le dollar et l'or était fixée à 35 dollars l'once d'or (28,3 grammes) et le dollar allait désormais constituer les réserves des banques centrales des pays signataires de l'accord, dollars qui pouvaient être convertis en or auprès du Trésor américain. A cela s'ajoutait la création du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), ancêtre de la Banque mondiale. Ces deux institutions constituaient l'ébauche d'un système de gouvernance international des politiques monétaires. Fondé sur l'hégémonie économique des États-Unis, il a fonctionné pendant toute la période des « trente glorieuses ».

Mais le système de Bretton Woods ne pouvait, pas plus que les systèmes monétaires précédents, résister aux

évolutions économiques et géopolitiques. En 1971, alors que les dollars s'étaient accumulés au Japon et dans les pays d'Europe de l'Ouest, que la guerre du Vietnam était un gouffre financier, Nixon décrétait la fin de la convertibilité du dollar en or, évitant ainsi le risque qu'une demande massive d'or en échange de dollars ne déstabilise les finances des USA. Le lien qui se distendait depuis bien longtemps entre la valeur de la monnaie et son fondement sur la valeur-travail, matérialisée par l'or se rompait, conséquence des évolutions technologiques et économiques, des modes de production, des rapports de force internationaux et des rapports de classe.

Le dollar restait la monnaie de réserve mondiale servant aux échanges internationaux, conséquence des rapports de force économiques et militaires mondiaux, totalement dominés par les États-Unis. Depuis, le dollar est confronté à la concurrence de l'Euro, de la livre sterling, du yen japonais et surtout, aujourd'hui, du yuan chinois. Mais le dollar garde une suprématie absolue : 64 % des réserves de change des banques centrales mondiales sont constituées en dollars, 20 % en Euro, 4,5% en yen et en livre, 1,12 % en yuan.

La fin de Bretton Woods, c'était aussi la fin du pouvoir souverain des États membres de fixer la valeur de leur monnaie par rapport au dollar-or. Avec la création en 1973 du FOREX, le marché des changes, la valeur relative des monnaies, leur convertibilité, allait désormais se jouer à travers la spéculation, l'achat et la vente de monnaies entre elles, au mépris de tout fondement économique rationnel, et des conséquences sur les populations. La frénésie spéculative y est telle que le marché des changes est de loin, avec le marché de la dette, le plus gros marché financier de la planète. Le volume des échanges peut dépasser 6600 milliards de dollars par jour, 100 fois le volume des échanges mondiaux de biens et de services !

Le capitalisme financiarisé, un système sans boussole

Comme sur tous les autres marchés financiers, la croissance du marché des changes et l'ampleur du capital fictif qui s'y manipule ont pour moteur la recherche de terrains d'investissements pour des capitaux de plus en plus excédentaires dans une économie mondiale dont la croissance est freinée par la baisse des taux de profit et de la productivité. Au cours des dernières décennies, un gigantesque casino financier s'est mis en place, le capitalisme financiarisé, accompagnant la globalisation du mode de production capitaliste.

Tandis que la convertibilité des monnaies est laissée au gré de la spéculation, l'essentiel de la création monétaire est entre les mains des banques privées par le biais du crédit. La monnaie scripturale qu'elles et les banques centrales émettent et qui n'a pas d'autre réalité que des lignes d'écriture dans des livres de compte électroniques, représente plus de 90 % de la monnaie circulant dans le monde, les 10 % restants étant composés des billets et pièces émises par les banques centrales. Cette masse mo-

nétaire scripturale n'est en fait qu'un océan de dettes que les fonds propres des banques sont censés couvrir en cas de défaut des emprunteurs. Mais outre qu'elles émettent bien plus de crédit qu'elles ne disposent de fonds propres, les banques, comme les fonds d'investissements, compagnies d'assurances et autres holdings financières sont exposés à une multitude d'autres risques, liés à leurs activités spéculatives tout azimut. En 2007-2008, l'effondrement des subprimes aux Etats-Unis a provoqué la chute en vrille de l'ensemble du système financier international. Le système bancaire n'a évité la faillite que grâce à l'injection massive d'argent par les États, au prix d'une récession économique généralisée, d'une crise du crédit, puis de la dette publique en Europe... Ainsi s'achevait, dans une crise mondiale et globale, une trentaine d'années de cavalerie financière débridée, nourrissant l'illusion que le capitalisme avait trouvé sa potion magique, la capacité de produire de l'argent en jouant de l'argent.

Depuis, tout s'est aggravé et accéléré. Le système a été mis sous perfusion financière, des milliards et des milliards émis par les banques centrales au profit direct des banques privées, sous forme de prêts à taux extrêmement bas, voire négatifs, et de rachats massifs de titres de dette publique ou de grandes entreprises. Cet argent s'est engouffré dans la spéculation financière et l'industrie de la dette. Avec pour conséquence l'aggravation des contradictions qui avaient conduit le capitalisme financiarisé à la crise de 2007-2008, le tout accentué par la pandémie et ses conséquences sur le fonctionnement de l'économie.

Cryptomonnaie, valeur refuge ou nouvel ovni spéculatif ?

C'est dans ce contexte qu'explose le marché des cryptomonnaies. Leurs zéloteurs voudraient voir dans cette folie spéculative, la confiance que leur donnerait l'indépendance de ces monnaies des États, des banques centrales et des banques privées, le fait qu'elles ne dépendent que des choix de la communauté de leurs utilisateurs selon des protocoles librement consentis. Des systèmes monétaires privés, en quelque sorte, idée que n'ont pas manqué de reprendre des sociétés comme Facebook avec son projet de Libra.

Derrière leur façade ésotérique pour le commun des mortels, ces monnaies ne sont guère différentes des monnaies scripturales classiques désormais dématérialisées. Leur utilisation repose sur l'inscription sur un registre électronique des diverses transactions auxquelles elles participent, registre mis à jour à chaque transaction et enregistré sous une forme codée qui en garantit, en principe, l'inviolabilité. Les banques ne font pas autre chose, même si c'est de façon différente. On peut acheter de la cryptomonnaie en la payant avec une monnaie traditionnelle dans des officines de change spécifiques, comme on échange des euros contre des dollars.

On peut aussi en fabriquer soi-même, en « miner » selon le langage consacré... Ce « minage » consiste à lancer un processus informatique particulier qui, lorsqu'il se termi-

ne, met en circulation une nouvelle quantité de monnaie dont le mineur est propriétaire. Mais ce processus informatique exige des ordinateurs de plus en plus rapides, au fur et à mesure que la masse monétaire en circulation augmente. « Miner du bitcoin » demande ainsi plusieurs ordinateurs travaillant en commun, regroupés dans des « fermes de minage » qui consomment énormément d'énergie. Selon l'université de Cambridge, la consommation électrique annuelle du système bitcoin (minage plus codage des transactions) vient juste avant celle de l'Argentine, placée au 29^{ème} rang des pays les plus énergivores de la planète ! Ce mode de création ne confère évidemment pas la moindre vertu magique aux cryptomonnaies susceptible de les mettre à l'abri d'un effondrement.

De grandes banques comme JP Morgan et bien d'autres, des institutions monétaires comme Mastercard, Visa, PayPal, etc. acceptent maintenant les transactions en cryptomonnaies ; certaines, comme Goldman Sachs, se sont lancées dans le trading haute fréquence. Cela dit à quel point les cryptomonnaies s'inscrivent dans le système monétaire actuel et ses délires, nouveaux objets de spéculation offrant aux traders de juteuses perspectives de gain. « *Ces sources de profits, les banques et tout Wall Street (courtiers, traders, gérants) ne veulent plus les laisser à d'autres* » écrit *Les Echos*...

Pas de retour en arrière possible, il faudra s'attaquer à la banque...

Confrontés à la fièvre spéculative du système monétaire international, conscients que les menaces de krach se font de plus en plus pressantes, les économistes y vont de leurs solutions. Pour certains, il faudrait restaurer le pouvoir monétaire souverain des Etats, à travers le contrôle de leurs banques centrales. D'autres préconisent un retour à l'étalon-or...

Ces retours en arrière sont impossibles. Penser que le retour à l'étalon-or comme monnaie de référence internationale serait possible relève du fétichisme, l'idée que l'or posséderait en soit une vertu magique lui conférant le statut d'équivalent en toute circonstance. Quant à la souveraineté monétaire des États, elle ne peut en aucun cas, dans le monde globalisé d'aujourd'hui, assurer la stabilité monétaire, comme cela fut relativement le cas pendant les « trente glorieuses ». Mais c'était alors dans le cadre des accords de Bretton Woods, le FMI jouant le rôle de prêteur international en dernier ressort, puisant dans des réserves constituées par la participation des divers États membres pour apporter à ceux qui en avaient besoin les dollars-or leur permettant de contrôler la valeur de leur monnaie. Mais le dollar-or a disparu, et le FMI a cessé de jouer ce rôle avec la fin du système de Bretton Woods, ravalé au rang de garant de créanciers privés et de promoteur des plans d'ajustement économiques, acteur central du pillage du Tiers-Monde par la dette.

Aujourd'hui, alors que les taux de profits continuent de stagner, tout comme la productivité du travail, les capitaux s'engouffrent toujours plus dans les activités spéculatives,

une fuite en avant que seul un effondrement généralisé semble capable d'arrêter...

Certains rêvent, pour y mettre fin, d'un nouveau Bretton Woods planétaire, l'instauration d'un système financier international solide, évitant la domination d'un pays ou d'un autre, mettant fin en particulier au règne du dollar comme monnaie de réserve et des échanges internationaux, qui pourrait être remplacé par un panier des principales monnaies, comme les DTS (droit de tirages spéciaux) du FMI.

Mais si les USA ont pu mettre en place les accords de Bretton Woods à la fin de la deuxième guerre mondiale, c'est parce que leur hégémonie garantissait un certain ordre mondial et des échanges dominés par le dollar, accepté et recherché par les Etats et les banques. Le capitalisme n'a jamais connu d'autre régulation que la puissance des Etats et de leurs armées, les crises qui ruinent la société soumise au parasitisme du capital et au désordre permanent de la concurrence.

La situation est bien différente aujourd'hui. L'exacerbation de la concurrence entre les grandes puissances participe de la marche du capitalisme financier à la faillite, rendant impossible une entente sur la mise en place d'une telle institution, comme sur la définition d'une unité monétaire de référence acceptée par tous.

La mise en place d'une telle institution monétaire internationale ne pourra se réaliser qu'avec la prise de contrôle collective et démocratique par la population de la production, des échanges et de la finance, seule façon de mettre un coup d'arrêt aux nuisances du capital toxique qui nous entraîne dans sa faillite. Disposer d'un système monétaire reconnu de tous à l'échelle mondiale est une condition pour remettre sur ses pieds le système de production et d'échanges dont le fonctionnement est totalement perverti par son assujettissement aux lois de la concurrence

et du profit. Il sera alors possible, plutôt que les mettre au service de folles spéculations, d'utiliser les nouveaux moyens de production que le travail humain a développés, en particulier les nouvelles technologies, pour contrôler la production et les échanges, de façon transparente et démocratique, de les planifier afin qu'ils répondent enfin à la satisfaction des besoins de toutes et tous. Un pas aura été fait pour en finir avec l'or, avec le fétichisme de la monnaie ou des cryptomonnaies, sous toutes leurs formes.

Dès aujourd'hui, la révolution des technologies de l'information est un atout pour les classes exploitées, un moyen pour prendre conscience des ravages du capitalisme et unir leurs forces contre lui comme le fut en son temps l'invention de l'imprimerie contre le féodalisme. Elle prépare une autre révolution, l'avènement d'un nouvel ordre social. Trotsky écrivait, en 1936, dans la *Révolution trahie* : « *La contrainte étatique et la contrainte monétaire appartiennent à l'héritage de la société divisée en classes qui ne peut déterminer les rapports entre les hommes qu'à l'aide de fétiches religieux ou laïcs, et qu'en mettant ces fétiches sous la protection du plus redoutable d'entre eux, l'Etat — un grand couteau entre les dents. Dans la société communiste, l'Etat et l'argent auront disparu. Leur dépérissement progressif doit donc commencer en régime socialiste. On ne pourra parler de victoire réelle du socialisme qu'à partir du moment historique où l'Etat ne sera plus un Etat qu'à demi et où l'argent commencera à perdre sa puissance magique. Cela signifiera que le socialisme, se libérant des fétiches capitalistes, commence à établir des relations plus limpides, plus libres et plus dignes entre les hommes.* » [1]

Daniel Minvielle

[1] <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/revtrahie/frodcp.htm>